



Comment le Xinjiang « interfère » avec l'accord UE-Chine

L'Occident qui a tué une multitude de Musulmans dans la « guerre contre le terrorisme » verse aujourd'hui des larmes sur le sort des Ouïghours en Chine.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 20 septembre 2020

[Asia Times](#) 15 septembre 2020

Région : [Asie](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Désinformation médiatique](#), [Économie](#)

Un spécial Pékin-Bruxelles-Berlin : c'était un sacré visio-sommet.

De Pékin, nous avons eu le Président Xi Jinping. De Berlin, la Chancelière Angela Merkel. Et de Bruxelles, le Président du Conseil Européen Charles Michel et la Présidente de la Commission Européenne Ursula von der Leyen. Les Chinois l'ont qualifié de premier sommet « de ce genre dans l'histoire ».

Il s'agissait en fait de la deuxième réunion de haut niveau des dirigeants chinois et européens en deux mois. Et il a eu lieu quelques jours seulement après une tournée de haut niveau du Ministre des Affaires Étrangères Wang Yi, qui englobait la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Norvège, et la visite du puissant « Yoda » du Conseil d'État, Yang Jiechi, en Espagne et en Grèce.

Le Saint Graal à la fin de toutes ces réunions - en face à face et virtuelles - est le traité d'investissement entre la Chine et l'UE. L'Allemagne assure actuellement la présidence de l'UE pendant six mois. Berlin a souhaité que le traité soit signé lors d'un sommet à Leipzig ce mois-ci, réunissant les 27 États membres de l'UE et Pékin. Mais le Covid-19 avait d'autres projets.

Le sommet s'est donc transformé en une mini vidéoconférence. Le traité est toujours censé être signé avant la fin de l'année 2020.

Pour ajouter une note intrigante, le mini-sommet s'est également déroulé la veille de la participation du Premier Ministre Li Keqiang à un dialogue virtuel spécial avec les chefs d'entreprise, organisé par le Forum Économique Mondial (FEM). Il n'est pas certain que Li discutera des subtilités de la [Grande Réinitialisation](#) avec Klaus Schwab - encore moins du fait que la Chine y souscrive.

Nous sommes « toujours engagés »

Le mini sommet vidéo UE-Chine a été remarquable par sa discrétion. L'UE, officiellement, considère désormais la Chine à la fois comme un partenaire essentiel et un « rival stratégique ». Bruxelles est inflexible sur sa volonté de « coopérer » tout en défendant ses « valeurs » notoires en matière de droits de l'homme.

Quant au traité d'investissement, le Saint Graal des affaires qui est en négociation depuis sept ans maintenant, Ursula von der Leyen a déclaré « qu'il y a encore beaucoup à faire ».

Ce que l'UE veut essentiellement, c'est que ses entreprises en Chine bénéficient d'un traitement égal à celui dont bénéficient les entreprises chinoises dans l'UE. Les diplomates ont confirmé que les domaines clés sont les télécommunications, le marché automobile – qui devrait être totalement ouvert – et la fin de la concurrence déloyale de l'acier chinois.

La semaine dernière, le Directeur de Siemens, Joe Kaeser, a ajouté un élément d'obstacle, en déclarant à *Die Zeit* que « nous condamnons catégoriquement toute forme d'oppression, de travail forcé et de menace aux droits de l'homme », en référence à Hong Kong et au Xinjiang.

Cela a fait beaucoup de bruit. Au moins 10% des activités de Siemens sont générées en Chine, où la société est présente depuis 1872 et emploie plus de 35 000 personnes. Siemens a été contraint de déclarer publiquement qu'elle est « toujours engagée » en Chine.

La Chine est le premier partenaire commercial de l'Allemagne depuis 2017, devant la France et les États-Unis. Il n'est donc pas étonnant que la sonnette d'alarme se soit mise à retentir. C'est en janvier de l'année dernière que la BDI – la Fédération des Industries Allemandes – a défini pour la première fois la Chine comme un « concurrent systémique », et pas seulement comme un « partenaire ». L'inquiétude était centrée sur les « distorsions » du marché et les obstacles à la concurrence allemande en Chine.

Le mini-sommet vidéo a eu lieu alors que la guerre commerciale déclenchée par Washington contre Pékin a atteint des proportions de Guerre Froide 2.0. Les diplomates de l'UE, de manière inconfortable et officieuse, admettent que les Européens sont pris entre deux feux et que la seule stratégie possible est d'essayer de faire avancer leurs intérêts économiques tout en insistant sur la même panacée des droits de l'homme.

C'est pourquoi l'Union Européenne a officiellement demandé ce lundi – sans que les médias chinois en fassent état – de permettre d'envoyer des « observateurs indépendants » au Xinjiang.

Ces djihadistes ouïgours

Nous en revenons donc inévitablement à la question hyper-incandescente des « camps de concentration » du Xinjiang.

L'establishment atlantiste a lancé une campagne féroce et sans merci pour donner forme au récit selon lequel Pékin ne mène rien de moins qu'un génocide culturel dans le Xinjiang.

En dehors de la rhétorique du gouvernement américain, la campagne est principalement menée par des groupes de réflexion américains « d'influence » comme [celui-ci](#), qui publient des rapports qui deviennent viraux sur les médias corporatistes occidentaux.

[L'un de ces rapports](#) cite « de nombreux témoignages de Ouïgours » qui sont définis comme « employés » pour effectuer des travaux forcés. En conséquence, la chaîne d'approvisionnement mondiale, selon le rapport, est « probablement entachée de travail forcé ».

Le mot-clé est « probablement ». Comme pour la Russie, il est « probable » qu'elle interfère dans les élections américaines et « probable » qu'elle empoisonne les opposants au Kremlin. Il n'y a aucun moyen de vérifier l'exactitude des sources citées dans ces rapports – qui se trouvent être commodément financés par « de multiples donateurs intéressés par le commerce en Asie ». Qui sont ces donateurs ? Quel est leur programme ? Qui va profiter du type de « commerce en Asie » qu'ils encouragent ?

Sur le plan personnel, le Xinjiang était en tête de mes priorités de voyage cette année – puis mis en attente par le Covid-19 – parce que je veux vérifier par moi-même tous les aspects de ce qui se passe vraiment dans le Far West chinois.

Dans l'état actuel des choses, les « influenceurs » américains de l'UE ont toute latitude pour imposer le récit du travail forcé ouïgour, en soulignant que les vêtements que portent les Européens « pourraient » – et le mot clé est « pourraient » – être fabriqués par des travailleurs forcés.

Ne vous attendez pas à ce que le réseau atlantiste se donne la peine d'offrir un contexte en termes de lutte de la Chine contre le terrorisme au Xinjiang.

À l'époque d'Al-Qaïda, j'ai rencontré et interviewé des djihadistes ouïghours enfermés dans une vaste prison créée par les moudjahidin sous le commandement de Masoud dans la vallée du Panjshir. Ils avaient tous été endoctrinés par des imams prêchant dans des madrassas financées par les Saoudiens dans tout le Xinjiang.

Plus récemment, des djihadistes salafistes ouïghours ont été très actifs en Syrie : au moins 5 000, selon l'Ambassade syrienne à Pékin.

Pékin sait exactement ce qui se passerait s'ils retournaient au Xinjiang, tout comme Moscou sait ce qui se passerait si les djihadistes tchéchènes retournaient dans le Caucase.

Il n'est donc pas surprenant que la Chine soit obligée d'agir. Cela inclut la fermeture des madrassas, la détention des imams et l'arrestation – et la « ré-éducation » – des éventuels djihadistes et de leurs familles.

Oubliez le contexte présenté par l'Occident à propos du Parti Islamique du Turkistan (TIP), qui a déclaré un émirat islamique, de type El/Daech, en novembre 2019 à Idlib, au nord-ouest de la Syrie. Le TIP a été fondé dans le Xinjiang il y a 12 ans et est très actif en Syrie depuis 2011, exactement l'année où il a revendiqué la responsabilité d'une opération terroriste à Kashgar qui a fait 23 morts.

Il est plus que pathétique que l'Occident ait tué et déplacé une multitude de Musulmans – directement et indirectement – avec la « guerre contre le terrorisme » juste pour devenir oh combien inquiet du sort des Ouïghours.

Il est plus instructif de se souvenir de l'histoire. À l'automne 821, lorsque la Princesse Taihe, sœur d'un empereur de la Dynastie Tang, monta à dos de chameau de Bactriane, ses servantes la suivirent à dos de précieux chevaux Ferghana, depuis le palais impérial de Chang'an jusqu'au pays des Ouïghours.

La Princesse Taihe avait été choisie comme un hommage vivant – et était en route pour épouser le Kaghan ouïgour afin de cimenter l'amitié de leurs peuples. Elle venait de l'Est, mais sa robe et ses ornements venaient de l'Ouest, des steppes et des déserts d'Asie

Centrale où elle allait vivre sa nouvelle vie.

Les Ouïgours et la Dynastie Tang étaient des alliés.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[How Xinjiang “Interferes” with the EU-China Deal](#)

[asiatimes.com](#), le 15 septembre 2020

traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Asia Times](#)

Copyright © [Pepe Escobar](#), [Asia Times](#), 2020

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca